

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : C.REVOL  
☎ : 04.56.59.49.76  
📠 : 04.56.59.49.96

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2014057-0018

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre 1<sup>er</sup>, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.511-2, L.514-5 et le livre V titre IV ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 réglementant les activités de la société CBC (Chromage Brizard Charvet), située 131 ZAC de la Patinière à Saint Jean de Moirans ;

**VU** la lettre en date du 30 janvier 2001, par laquelle la Société DKER Traitements de Surfaces a fait connaître qu'elle s'était associée à quatre autres partenaires pour former le groupe DKER et qu'elle avait succédé à la Société C.B.C. ( Chromage BRIZARD-CHARVET ) dans l'exploitation de l'atelier de traitements électrolytiques et chimiques des métaux situé 131, ZAC de la Patinière à Saint Jean de Moirans ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 13 janvier 2014 (transmis au préfet de l'Isère le 14 février 2014), réalisé à la suite de la visite d'inspection effectuée le 31 octobre 2013 sur le site de la société DKER Traitements de Surfaces-EURL CBC implanté 131, ZAC de la Patinière à Saint Jean de Moirans ;

**VU** la lettre du 10 février 2014 par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société DKER Traitements de Surfaces-EURL CBC et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son site de Saint Jean de Moirans ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite du 31 octobre 2013, l'inspection des installations classées a constaté :

- La présence d'un stockage de produit acide dans le local de stockage des cyanures et que la porte d'accès au local de stockage des cyanures depuis l'atelier n'est pas verrouillée ;
- Que les conditions de stockage des déchets liquides sur le site sont susceptibles de générer une pollution ;
- L'absence de l'étiquetage réglementaire sur les cuves des bains actifs de l'atelier de traitement de surface ;
- Que les emballages dans lesquels sont conditionnés certains déchets (bains sulfo-nitrique usagés) ne comportent pas d'étiquetage réglementaire permettant d'identifier leur contenu ;
- L'absence de dispositif de rétention au droit de l'installation de dégraissage au solvant et l'absence de dispositif de rétention au droit des stockages des produits liquides dangereux du site (stockage extérieur et local de stockage des produits chimiques) ;
- L'absence d'inventaire des produits dangereux stockés sur le site ;
- L'absence de plan des réseaux de collecte des effluents du site ;
- Qu'aucun enlèvement des déchets stockés sur le site n'a été réalisé depuis octobre 2011 ;
- Que les déchets conditionnés dans les emballages ne sont pas entreposés sur une aire couverte ;
- L'absence d'analyses trimestrielles sur les eaux pluviales rejetées dans « la Morge » ;
- L'absence de déclencheur d'alarme en point bas des rétentions des chaînes de traitement de surface et que l'intérieur de la rétention de stockage des cyanures ainsi que le sol du local de stockage des produits dangereux ne sont pas munis d'un revêtement étanche et inattaquable ;
- L'absence de suivi des consommations d'eau du site (mesures de la quantité d'eau prélevée avec relevé régulier et enregistrement) ;
- L'absence de traitement des émissions atmosphériques des installations de traitement de surfaces préalablement à leur rejet à l'atmosphère ;
- Que le suivi annuel des concentrations des polluants susceptibles d'être présents dans les rejets atmosphériques des émissaires des installations de traitement de surface n'est pas réalisé, de même que l'estimation des émissions diffuses et qu'aucun document attestant du suivi du bon état du système de captation et d'aspiration des émissions atmosphériques des installations de traitement de surface n'a été produit par l'exploitant ;
- Que le dispositif de désenfumage de l'atelier de traitement de surface n'est pas équipé de commande automatique ;

**CONSIDERANT** que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** – La société DKER Traitement de Surfaces-EURL CBC dont le siège social est situé 131 ZAC de la Patinière 38430 Saint Jean de Moirans, qui exploite une activité de traitement de surface par voies électrique et chimique est mise en demeure de respecter :

- L'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation **sous 8 jours** ;
- Le point 5.3.2.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 8 jours** ;
- L'article 11 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 **sous 15 jours** ;

- Le point 5.3.2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 15 jours** (pour l'étiquetage des emballages de déchets) ;
- Le point 4.7.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 1 mois** ;
- L'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 **sous 1 mois** ;
- Le point 4.3.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 1 mois** ;
- Le point 5.3.2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 1 mois** ;
- Le point 5.3.2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 1 mois** (pour les déchets à stocker sur des aires couvertes) ;
- Le point 4.2.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 2 mois** ;
- Le point 3.1.2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 2 mois** ;
- L'article 15 alinéa 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 **sous 3 mois** ;
- Le point 3.1.11 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°95-5479 du 12 septembre 1995 **sous 3 mois** ;
- L'article 35 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 **sous 3 mois** ;
- L'article 3.II (dispositif de désenfumage des locaux) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 **sous 3 mois** ;

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 5** - La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère, le Maire de Saint Jean de Moirans et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la société DKER Traitements de Surfaces -EURL CBC.

Fait à Grenoble, le  
Le Préfet  
Pour le Préfet, par délégation  
la Secrétaire Générale

26 FEV. 2014

Gisèle ROSSAT-MIGNOD

